Alain DEPRET
/ Secrétaire
de rédaction

Le 16 octobre dernier, à Namur Congrès, s'est tenu l'IMIO Day nouvelle formule, une journée d'étude organisée par IMIO, l'intercommunale de mutualisation informatique et organisationnelle. IMIO est ainsi opérationnelle depuis le 1er janvier 2012. Elle a pour objectif de promouvoir et de coordonner la mutualisation de solutions métiers informatiques et de fournir aux pouvoirs locaux des produits et services, en développant trois activités principales : produire des logiciels open source, acheter des solutions propriétaires en centrale d'achat et assister les pouvoirs locaux dans leurs démarches de projets informatiques.

La philosophie proposée est celle de la mutualisation « bottom-up ». 99% des solutions sont ainsi situées dans un cloud entièrement maîtrisé par IMIO, qui s'appuie néanmoins sur de nombreux partenaires à valeur ajoutée. IMIO, c'est donc aujourd'hui 35 collaborateurs, 10 logiciels métiers et 700 applications à disposition de 300 membres, dont 85 % des communes wallonnes adhérentes. Les lecteurs assidus du *Mouvement communal* savent que l'Union des Villes et Communes de Wallonie suit de près l'évolution de l'intercommunale depuis sa naissance. Nous voici donc en 2019, le moment d'interroger à nouveau Frédéric RASIC, Directeur général, et Joël LAMBILLOTTE, Directeur général adjoint, qui évoquent ici une déclaration de politique régionale encourageante.

Frédéric RASIC / Directeur général - IMIO
Joël LAMBILLOTTE / Directeur général adjoint - IMIO

IMIO - Créer un écosystème pour améliorer l'interopérabilité entre les différents logiciels

Pourriez-vous nous rappeler quelles sont les missions de l'intercommunale ?

Frédéric Rasic : Les pouvoirs locaux se sont rendu compte, en 2012, qu'ils avaient besoin de se structurer car il manquait pas mal d'éléments et de solutions pour pouvoir s'informatiser. Ils se sont donc réunis pour créer une structure d'accompagnement. L'intercommunale a été créée avec deux finalités : la production de logiciels sous licences libres et l'accompagnement organisationnel pour aider à la transition numérique. Et, aujourd'hui, la transition numérique est encore plus complexe qu'avant.

Pourquoi avez-vous alors fait le choix du logiciel libre ?

Joël Lambillotte : Ce n'est pas parce que nous sommes des anarchistes du logiciel libre. Nous voulions mettre en place un patrimoine, maîtrisé par les pouvoirs locaux, sur lequel il y a de la transparence et pour lequel on pouvait collaborer avec d'autres acteurs, publics et privés. C'était là notre mode de fonctionnement. Il y a donc toute une série de logiciels « métiers » qui ont été créés et que nous mettons à disposition des pouvoirs locaux. Le modèle consiste à la mise à disposition en mode « sas », c'est-à-dire que nous gérons un cloud communautaire, c'est l'une de nos spécificités. 99 % des solutions sont donc gérées dans un cloud que nous maîtrisons complètement. Nos solutions sont créées avec les pouvoirs locaux : c'est la démarche « bottom-up » qui constitue l'épine dorsale de l'intercommunale. Nous sommes en effet le réceptacle de ce patrimoine logiciel que nous gérons au quotidien avec eux.

Quelles sont vos priorités aujourd'hui ?

Joël Lambillotte : Il va falloir travailler sur l'organisation et le mode de fonctionnement, faire de l'accompagnement à la gestion du changement dans les pouvoirs locaux. C'est une étape vers laquelle nous évoluerons probablement dans le futur. Nous n'avons pas la prétention de vouloir remplacer ou de mieux connaître le travail des pouvoirs locaux, mais nous souhaitons les accompagner, les aider à structurer leurs démarches et fournir des logiciels qui répondent encore mieux à leurs besoins. Ce devrait être, sans doute, notre évolution naturelle.

Qu'est-ce qui est fondamental en ce domaine, selon vous ?

Joël Lambillotte : Quand on parle aujourd'hui de digitalisation, l'enjeu, c'est la donnée. En matière d'interopérabilité, il y a deux grandes questions : un besoin de normalisation de l'information, obtenir des sources authentiques ainsi que toute une série d'éléments structurés, et un besoin d'interaction entre différents logiciels pour faciliter l'échange de données. Quand on dit cela, ça paraît simple, mais il faut rassembler tous les acteurs,

les pouvoirs locaux, les acteurs privés, la Région… Notre vision est donc de créer un écosystème pour améliorer l'interopérabilité entre les différents logiciels. En ce qui concerne nos logiciels, c'est déjà le cas. Et nous avons maintenant des liens avec d'autres partenaires qui échangent leurs données avec nos systèmes. C'est vraiment un enjeu fondamental, car je pense qu'il faudra encore une dizaine d'années pour que cela se fasse correctement.

Comment va IMIO aujourd'hui ?

Frédéric Rasic : Aujourd'hui, nous avons plus de 85 % des villes et communes wallonnes qui ont adhéré à notre démarche. IMIO, c'est aussi onze solutions, mais surtout près de 700 applications, hébergées dans le cloud, que nous maîtrisons au quotidien. C'est presque 25 % de croissance annuelle par rapport aux demandes. Ce qui prouve bien qu'après avoir dû faire nos preuves, nous avons convaincu sur notre approche et nos concepts, sur l'efficacité et la performance de nos équipes. Nous en sommes donc à environ 150 commandes annuelles, c'est le rythme auquel nous travaillons aujourd'hui. Malgré cela, nous avons encore besoin de croissance pour pouvoir couvrir tous les besoins des utilisateurs.

Cela impliquera sans doute un peu de changement…

Frédéric Rasic : En effet, IMIO, aujourd'hui, c'est 3,7 millions de besoins de fonctionnement, dont 90 % sont couverts par nos membres. À la création d'IMIO, il y avait un business plan qui avait été établi, avec un objectif de self-supporting. Nous y arrivons tout doucement. Nous espérons ainsi avoir, dans un futur proche, une discussion avec le Gouvernement afin de créer un réel partenariat avec la Région, plutôt que le soutien que l'on a connu jusqu'ici. Il y a en effet beaucoup de choses qui doivent être faites en collaboration avec la Région et le SPW. Il y a donc pas mal de projets qui sont en train de se structurer, et il va dès lors falloir que l'on travaille ensemble sur un certain nombre de services mis à disposition par le SPW aux membres. 2020 sera une année charnière pour notre autonomie financière, parce que nos frais seront ainsi couverts en totalité par nos membres. Avec la Région, nous aimerions plutôt obtenir des subsides pour des projets bien particuliers, dans le cadre de la digitalisation des pouvoirs locaux.

Et puisque nous évoquons la Wallonie, quel est votre avis sur la récente DPR et ses nombreux projets en matière informatique ?

Frédéric Rasic : Le Gouvernement s'est notamment engagé à favoriser l'utilisation des logiciels libres, des standards ouverts, de l'interopérabilité et de l'open data. Ce sont des éléments qui avaient prévalu à la création de l'intercommunale en 2012 et qui reviennent dans la DPR. Nous nous en réjouissons donc. C'est une réelle continuité par rapport à nos fondamentaux. Ce que l'on avait mis en avant à l'époque est reconnu et formalisé dans la nouvelle DPR régionale. Que demander de mieux ?

Pourriez-vous tirer un bilan de l'IMIO Day, qui s'est déroulé en octobre dernier à Namur ?

Joël Lambillotte : Ce fut une journée très enrichissante. C'était en effet l'occasion de dessiner un état des lieux de l'IT public, de tout ce qui va impacter le local, notamment. On s'est vite rendu compte que cela pouvait être un espace de dialogue entre le pouvoir régional et le pouvoir local, finalement. Il ne faut pas l'oublier : IMIO est un organe de mutualisation. On rassemble donc tout le monde pendant une journée et cela permet à nos membres de se rencontrer pour échanger des bonnes pratiques.

Cette nouvelle formule a-t-elle évolué depuis 2015 ?

Joël Lambillotte : On a choisi un format d'exposé de vingt minutes maximum, de manière à ne pas être trop long. De plus, pas mal de sujets différents ont été abordés, ce qui nous donnait une image globale de l'évolution de l'informatique publique en région wallonne. On a ainsi choisi de n'inviter que des acteurs présents dans le périmètre de l'IT wallon : nos membres, différentes autres intercommunales, la région elle-même… Et donc, ni Bruxelles, ni le Fédéral. On en a profité pour rester entre nous. Deux grands axes y ont été évoqués : d'une part la transparence, la bonne gouvernance et l'optimisation du fonctionnement des pouvoirs locaux en interne, et d'autre part la relation citoyenne.

En conclusion, quel est le message que vous souhaiteriez faire passer auprès de nos lecteurs ?

Frédéric Rasic : Je voudrais que les pouvoirs locaux se rappellent qui nous sommes. IMIO est avant tout une continuité de leurs services informatiques. Il ne faut donc pas voir IMIO comme une société privée. Nous ne le sommes pas et ne le seront jamais. Nous gérons un portefeuille de solutions qui leur appartient. La transition digitale ne se fera que si, et seulement si, les acteurs régionaux et locaux collaborent. Nous n'y arriverons que si nous avons une stratégie commune, que nous alignons nos démarches et que chacun fasse sa part du trajet.

C'est finalement ce que dit aussi la DPR régionale…

Joël Lambillotte : En effet, l'un des enjeux principaux pour que l'on puisse faire progresser tout le monde, c'est que la Région, les pouvoirs locaux, IMIO et d'autres acteurs s'alignent sur la démarche. Que chaque acteur soit reconnu pour ce qu'il est, ce qu'il fait, ses forces et ses faiblesses, mais surtout qu'on puisse, chacun, être reconnu à notre niveau, que l'on puisse collaborer dans la même direction.

IMIO Day : quelques bonnes pratiques pour négocier le virage digital

Le 16 octobre dernier, Namur Congrès, l'IMIO Day : une journée d'études organisée par IMIO, l'intercommunale de mutualisation informatique et organisationnelle. Une bonne occasion pour rappeler les fondements de l'intercommunale. Pour rappel, la création d'IMIO résulte de la volonté du ministre des Pouvoirs locaux de mettre en place une structure unique, afin de promouvoir et coordonner la mutualisation de solutions organisationnelles et de produits et services informatiques pour les pouvoirs locaux. Et ce, de manière coordonnée avec les instances en charge de ces matières au niveau régional wallon.

Car, en effet, élaborer une stratégie digitale dans un monde en pleine mutation est un exercice ambitieux. L'IMIO Day, c'était donc l'occasion de réfléchir aux bonnes pratiques à adopter pour négocier ce virage digital en toute sérénité. La journée a permis aux pouvoirs locaux de rencontrer et d'écouter bon nombre d'orateurs à l'occasion de différentes présentations en plénière et en ateliers.

Parmi eux, on a ainsi pu compter sur IMIO, bien entendu, mais aussi sur l'Université de Mons, l'Agence de développement du numérique, l'Association des archivistes francophones de Belgique, la géomatique wallonne, la DGO5, la Ville de Liège, la commune de Profondeville et l'UVCW, en la personne de Marie-Laure Van Rillaer, juriste.

Les thèmes abordés furent nombreux et riches en enseignements : des logiciels libres dans le public à la Smart Région, en passant par les enjeux de la gouvernance de l'information, l'archivage électronique et les outils de géo-données. En ateliers, l'après-midi, il était aussi question de relation citoyenne et de gouvernance locale.

TV **Le lecteur trouvera deux reportages à ce sujet sur UVCW TV, la web TV de l'Union des Villes et Communes de Wallonie (www.youtube.com/uvcwtv).**